

J'aime et je hais les États-Unis d'Amérique

par Jean-Marc Piotte

Dans *Dalva*, Jim Harrison, à travers le regard de l'héritière de cinq générations de pionniers du Midwest américain, décrit les États-Unis d'Amérique (ÉUA), non à la lumière des conquérants, des cow-boys, des Blancs, mais sous l'éclairage des conquis, des exterminés, des Amérindiens, des Sauvages, des Rouges.

Cow-boys ou « Indiens »

Enfant, lorsque nous nous répartissions les rôles, je prenais toujours celui de « l'Indien », du perdant, espérant, du moins au plan du jeu, transformer l'éternel vaincu en vainqueur. Pourquoi ? C'était instinctif. Je n'en savais rien et je n'en sais guère davantage aujourd'hui, même si je continue de me situer intellectuellement et politiquement avec ceux d'en bas, avec ceux qui résistent à la domination et à l'exploitation de ceux d'en haut.

Comment peut-on glorifier ces colons qui rejettent la métropole et fondent une société démocratique et libérale en taisant la misère physique, intellectuelle et morale à laquelle tant d'Amérindiens ont été condamnés par les politiques pratiquées par ces mêmes colons ? C'est une histoire à l'eau de rose qu'aiment bien se raconter trop d'Étatsuniens¹ et que répète ici un Donald Cuccioletta. Toutefois, une fois reconnu ce génocide, il me semble que personne ne devrait se sentir

¹ J'emploie ce terme au lieu de celui d'Américains, l'Amérique ne se réduisant pas aux États-Unis. Nous, Canadiens, Québécois, Mexicains, Chiliens... sommes tous américains.

responsable de ce qu'ont fait en bien ou en mal ses ancêtres. Mais, comme citoyen, chacun devrait se sentir concerné par ce que vivent présentement les Amérindiens, même s'il n'y a pas de solutions miracles à leurs malheurs.

Les Black Panthers

J'ai adhéré à la révolte des ghettos noirs des ÉUA dans les années soixante et à la lutte des Black Panthers pour les organiser. La répression a été foudroyante. Les dirigeants de ce parti ont été abattus à vue par la police. Les Étatsuniens, qui ont conquis leur espace en détruisant les peuples aborigènes et se sont entretués durant une longue et meurtrière guerre civile, n'ont jamais lésiné devant l'emploi de la force policière ou militaire contre tous les opposants : Noirs, Amérindiens (Wounded Knee), syndicalistes... Les longues négociations de Kanawake auraient été impossibles aux États-Unis : les fusils auraient parlé. Les ÉUA sont le pays où la proportion de la population incarcérée est la plus élevée au monde, y compris par rapport aux pays totalitaires : il ne faut jamais l'oublier. J'apprécie toutefois que le système judiciaire étatsunien poursuive les grands prédateurs financiers, comme ceux d'Enron, et réussisse parfois à les faire condamner tandis que, de ce côté-ci de la frontière, ils se la coulent douce, après avoir dépouillé de leurs biens nombre de petits actionnaires et poussé à la rue bon nombre de travailleurs.

Pour rétablir l'ordre, les ÉUA n'ont pas utilisé la seule répression contre les Noirs. Éclairés par des sociologues, ils ont créé une élite noire par une politique d'intégration qui assurait sa présence, entre autres, dans les médias. Mais cette nouvelle élite ne vit plus dans les ghettos dont la situation n'a guère changé, sauf en pire, la masse étant dorénavant coupée de ceux qui auraient pu être ses intellectuels organiques.

Le racisme est présent au Québec et au Canada, et s'étend avec la progression du pourcentage de non-Blancs. La pro-

portion des Amérindiens dans les prisons canadiennes se compare à celle des Noirs aux ÉUA. Nous devons être vigilants et observer chez nous ce que nous ne devrions pas ignorer chez nos voisins du Sud.

L'hyperpuissance américaine

J'aime Dos Passos qui m'a fait connaître une autre Amérique, celle des ouvriers en lutte contre les bourgeois, celle des pauvres confrontés aux riches, celle des révoltés qui refusent de suivre le chemin des arrivistes. Cette grande fresque de la vie d'Étatsuniens couvre le début du XX^e siècle (*42^e parallèle*), l'après-guerre (*L'an premier du siècle*) et la grande crise des années 1930 (*La grosse galette*). On s'aperçoit alors que le Québec et le Canada ne sont pas si différents de leur voisin ou, plutôt, qu'ils poursuivent le même parcours avec un certain décalage.

Le Québec et le Canada sont fortement dépendants des États-Unis. Cette hyperpuissance, la seule superpuissance de nos jours, domine la terre militairement, politiquement, économiquement et culturellement. L'Empire, contrairement à ce qu'écrit Toni Negri, est étatsunien.

Tous les empires ne se valent pas. Je préfère l'empire américain à celui que constituait l'Union soviétique ou à celui qu'aurait institué l'Allemagne nazie si elle avait vaincu. L'impérialisme américain a joué un rôle déterminant dans la défaite de ces deux derniers et le plan Marshall, que détestait « le petit père des peuples », a heureusement freiné l'expansion soviétique. Mais les États-Unis défendent partout leurs intérêts, supportent les États dictatoriaux lorsque ceux-ci font leur affaire et y interviennent au nom de la liberté et de la démocratie lorsqu'ils contrecarrent leurs intérêts. Depuis la proclamation de la doctrine Monroe (1823), voulant que « l'Amérique appartienne aux Américains », les États-Unis sont intervenus partout en Amérique latine, considérant que

ce qui est mauvais pour les États-Unis est antiaméricain. Ils n'ont toutefois pas dû intervenir directement au Nord pour défendre leur conception de l'Amérique.

Aussi, il est totalement erroné d'affirmer que la nature de l'impérialisme américain aurait changé avec Georges W. Bush, que de bienveillante elle serait devenue malveillante : l'impérialisme américain a toujours été bienveillant envers ses propres intérêts. Derrière l'intervention en Irak, c'est le pétrole et la défense de ses intérêts géopolitiques qui reposent, au Moyen-Orient, sur la défense de l'État israélien. Pour obtenir le consentement de la majorité de la population étatsunienne, Georges W. Bush (avec son petit copain Blair) a outrageusement menti : il n'y avait pas d'armement de destruction massive en Irak ; le dictateur laïc Hussein n'était pas l'ami de l'intégriste islamiste Ben Laden. La population québécoise et, dans une moindre mesure, la population canadienne se sont opposées à cette guerre supposément « préventive ». Après des tergiversations, le gouvernement Martin a refusé d'y envoyer nos troupes. Mais pour montrer sa bonne volonté, il a accepté d'en envoyer à Kandhahar, dans le Sud de l'Afghanistan, afin de remplacer quelques bataillons étatsuniens face à la guérilla talibane. Le nouveau gouvernement conservateur poursuit et prolonge sans aucune hésitation cet engagement.

Le 11 septembre 2001

Certains, comme Christian Rioux, affirment qu'il faut choisir, depuis le 11 septembre 2001, entre l'intégrisme islamiste et la démocratie américaine² : le choix n'est pas si simple.

Les attentats du 11 septembre ne constituaient pas, en droit international, des actes de guerre, ceux-ci ne pouvant être menés que par des États. Mais la bande de Ben Laden était si

² *Carnets d'Amérique*, Montréal, Boréal, 2005.

étroitement associée à l'État des Talibans que ses actes terroristes constituaient de fait des actes de guerre de cet État. Il aurait été plus facile de ne pas se prononcer, mais il faut refuser cette lâcheté intellectuelle. Nous étions tous concernés, comme nous devrions l'être par les guerres qui se passent loin de chez nous. Ma sympathie va toujours spontanément vers les plus faibles. Mais dans ce conflit, j'étais du côté des Étatsuniens. Je suis et demeure critique des ÉUA, mais je choisis la liberté, l'égalité devant la loi et la démocratie représentative que cet État véhicule, du moins au plan des principes et des règles auxquels il déclare se soumettre, contre l'inégalité entre l'homme et la femme ainsi que contre l'État théocratique soutenu par les Talibans et les disciples de Ben Laden. Je critique la modernité, mais j'opte pour celle-ci contre toute réaction intégriste.

Cela dit, je n'étais pas convaincu que la guerre contre l'État d'Afghanistan constituait la meilleure riposte aux attentats. Sans doute les dirigeants américains, pressés par leur peuple fragilisé par les attaques contre les symboles mêmes de la puissance de leur nation, sentaient-ils le besoin de réagir fermement. Ce peuple a été évidemment chauffé à blanc par les médias. Mais la majorité de ce même peuple a accepté que les médias obtempèrent aux désirs de la Maison blanche et censurent Ben Laden, comme si elle se jugeait elle-même incapable d'évaluer de façon critique les propos de cet ennemi de leur nation !

L'intervention armée américaine risque de faire le jeu des Talibans, en identifiant l'Amérique comme le grand Satan et en soulevant contre elle les jeunes musulmans dont l'avenir est bouché. Assurément, cette lutte contre les attentats aurait dû être prise en charge par les Nations Unies, mais cette organisation ne fait pas le poids non seulement face à l'impérialisme américain, mais face à l'OTAN, qui aurait d'ailleurs dû disparaître avec sa raison d'être, les pays de l'Est. Toutefois, un jugement de fait ne peut constituer un

jugement moral et, dans la mesure où on lutte pour que la politique soit conforme à la morale, il faut affirmer la nécessité de renforcer les Nations Unies, en les appuyant sur une armée qui serait le garant du respect d'un véritable droit international.

Je suis pour les Américains et contre la bande de Ben Laden et les Talibans. Mais même si la riposte armée était nécessaire – ce dont je ne suis pas convaincu – elle demeure insuffisante. La violence engendre la violence et, pour briser ce cycle infernal, il faut chercher à comprendre les raisons qui amènent tant de jeunes musulmans à s'identifier à Ben Laden et à en faire un héros, puis y répondre pratiquement.

Israël est une de ces raisons fondamentales, il faut le reconnaître. L'holocauste est le fait de l'Occident chrétien et non celui des musulmans qui, jusqu'à la création de l'État d'Israël, vivaient en assez bonne harmonie avec les communautés juives de leur pays. Le contraste est frappant : toute l'histoire de la chrétienté est marquée par l'oppression, justifiée théologiquement, des Juifs, tandis que l'histoire de l'Islam, malgré des bavures, est empreinte d'une certaine tolérance. L'Occident, coupable de l'holocauste, règle son problème juif et se donne bonne conscience, en favorisant l'immigration de Juifs en Palestine. L'Angleterre, la France puis les États appuient politiquement et militairement cette conquête sioniste de la Palestine dont le peuple juif avait été chassé, il y a deux mille ans, par l'Empire romain. Mais sur ces terres, conquises économiquement et militairement par des Juifs, vivaient depuis des siècles des Arabes musulmans qui furent bannis et contraints à l'exil. L'injustice est toujours une réponse inadéquate à l'injustice. Après plus de cinquante ans d'existence, on ne peut régler le problème palestinien en jetant les Israéliens à la mer. Mais les Occidentaux, qui ont créé le problème israélien, devraient intervenir activement pour que soient trouvées et appliquées des solutions durables et respectueuses de la dignité de chaque peuple, au lieu de se

déculpabiliser de l'holocauste, en appuyant mécaniquement l'État d'Israël.

L'Irak est une autre raison. Je n'ai aucune sympathie pour les dictatures, et encore moins pour celle de Hussein. Mais Bush, le père, et ses alliés n'y sont pas intervenus pour défendre la démocratie – le Koweït n'a rien de démocratique – mais pour empêcher l'émergence d'une puissance régionale qui aurait pu faire contrepoids à Israël et pour empêcher que l'Irak ne joue un rôle important dans la détermination de la politique pétrolière internationale dont dépend si fortement l'économie américaine. Les ÉUA ne se sont pas contentés d'écraser l'armée irakienne. Avec l'aide de leur alliée inconditionnelle, l'Angleterre, ils ont voulu mettre l'Irak à genoux et se débarrasser du régime dictatorial de Hussein. Que la poursuite des bombardements et l'isolement économique de l'Irak aient entraîné l'appauvrissement de tout un peuple fier et la mort de milliers d'enfants ne sont que des « dommages collatéraux » dont ne se préoccupent guère les dirigeants de l'empire américain. Bush, le fils, a voulu terminer, avec les dégâts que l'on sait, ce que son père avait commencé.

Enfin, il faut comprendre ces millions de jeunes Arabes musulmans qui sont fascinés par notre bien-être sans pouvoir y accéder et en même temps choqués, voire scandalisés, par notre individualisme qui entraîne le bris des divers liens communautaires. Ces jeunes vivent souvent dans des sociétés dont le développement économique est bloqué par des classes dirigeantes parasites et corrompues. Or ces classes ont obtenu la protection des pays occidentaux, en échange de leur appui dans la lutte contre les pays communistes, et elles conserveront cette protection en se rangeant dans le camp de la lutte antiterroriste. Ces jeunes désespérés deviennent une proie facile pour les intégristes qui leur promettent le Paradis s'ils combattent contre l'Occident, dont la prospérité séduisante leur est refusée et dont ils craignent l'immoralité.

Bush affirme qu'on est soit avec les terroristes, soit avec les États-Unis, reprenant, sans le savoir, une formule popularisée par Lénine durant la guerre civile, « Qui n'est pas avec nous est contre nous », formule qui a justifié la répression de tous ceux qui, favorables à la révolution, ne partageaient pas la stratégie militaire, policière et politique des bolcheviks. Je me refuse à un tel manichéisme.

Je ne peux donc répondre de façon simple à la question si simple : « Que penses-tu du 11 septembre ? » Je suis pour les États-Unis contre les auteurs des attentats, mais contre cet État et l'ensemble des pays occidentaux et chrétiens qui ont développé une politique internationale si défavorable aux peuples arabes et musulmans. Le mal n'est pas seulement chez les intégristes, mais dans nos États qui entretiennent des situations qui encouragent l'émergence de ces mouvements réactionnaires. La bataille contre le mal et pour le bien est donc beaucoup plus complexe que ce que présentent Ben Laden ou Bush. Cette bataille politique ne deviendra morale que si chacun des belligérants accepte que le mal ne soit pas seulement chez l'autre, mais également en lui-même³.

Une démocratie malade

La démocratie américaine, une des plus vieilles démocraties, est bien malade, ce dont ne parle pas Christian Rioux. Les campagnes électorales requièrent des centaines de millions de dollars (chacun des deux grands partis a dépensé près d'un milliard de dollars lors des dernières élections) fournies par ces associations et compagnies qui exigeront en échange que les lois et les règlements leur soient favorables (l'industrie du lobby est florissante à Washington). Les campagnes de publicité sont de plus en plus sales, jouant sur la peur et les préjugés des électeurs, en utilisant outrageusement le

³ Je reprends ici partiellement un article, « Guerre et paix », paru dans *Société*, n° 22 (printemps 2002).

mensonge et les calomnies. Par contraste, les démocraties québécoise et canadienne semblent un bijou, même si le contrôle des dépenses pourrait être resserré, un système proportionnel équitable instauré et une participation des citoyens entre les élections encouragée.

Je préfère le système de santé canadien au système américain, malgré tout le mal qu'en dit Denis Arcand. Le système d'éducation me semble aussi préférable, même s'il tend à s'américaniser. En fait, les États canadiens et québécois manifestent envers les perdants une certaine compassion qu'on ne retrouve pas souvent au Sud où tout le système est construit autour du « *winner* », selon la morale « au plus fort la poche ». Dans ce libre marché où tout le monde serait à égalité, l'argent récompense le succès, tandis que les autres devraient bien se contenter de ce que leur laissent magnanimement ceux d'en haut. Cette morale me répugne.

Je crains les fondamentalistes chrétiens, très présents dans le « Bible Belt » qui recoupe les États du Midwest et ceux du Sud des États-Unis, les États membres de la Confédération durant la guerre civile. Comme tous les fondamentalistes, ils veulent imposer leur morale aux autres : contre l'avortement, l'homosexualité, l'usage de la marihuana, etc. Je crains que leur influence puisse s'étendre au Canada et au Québec, après avoir pénétré en Alberta.

Heureusement, les États-Unis sont très diversifiés. Je suis toujours étonné, chaque fois que je voyage au Sud, de remarquer la diversité culturelle entre les habitants de tel et tel État, malgré l'omnipotence des médias américains. C'est même encourageant qu'ils soient incapables d'imposer l'uniformité dans leur propre pays. Cette diversité me réjouit. Les Québécois sont beaucoup plus proches des Vermontois et des Orégonais que des Albertains ou des Texans. Je me sens davantage chez moi à Boston, San Francisco ou Key West qu'à Toronto ou New York. Les États-Unis, comme le Canada, ne

sont pas monolithiques et les fondamentalistes ne représentent pas les Étatsuniens.

La myopie nationaliste

Quoi qu'il en soit, le Québec et le Canada partagent leurs frontières avec ce voisin encombrant que sont les États-Unis. Les nationalistes québécois, péquistes et bloquistes, ignorent cette dépendance, tout obnubilés qu'ils sont par le pouvoir exercé par Ottawa. Je sais bien que le reste du Canada (ROC) ne reconnaît malheureusement pas l'existence d'une nation au Québec et refuse de lui allouer des pouvoirs particuliers. Mais je persiste à penser que le plus grand obstacle à l'épanouissement de la nation québécoise n'est pas Ottawa, mais les ÉUA.

L'économie du Québec et du Canada est en grande partie dirigée par des multinationales dont les sièges sociaux sont au Sud : notre prospérité en dépend. Bernard Landry le reconnaît : il a été le principal propagandiste au Québec de l'ALE et de l'ALENA, en affirmant qu'un marché unifié favoriserait le développement économique du Québec. Quelle serait la réelle souveraineté d'un Québec intégré économiquement à l'empire américain ? Cette question ne semble pas avoir effleuré l'esprit de Landry qui a accepté sans sourciller que la juridiction d'Ottawa et de Québec puisse être renversée par un tribunal, placé au-dessus des États, auquel peuvent faire appel les multinationales.

La culture est liée à l'économie. Bernard Landry, grand partisan des *industries* culturelles, le sait. Comment se fait-il que, dans tous ses discours prononcés en faveur de l'ALE et l'ALENA, il n'ait jamais fait mention de la protection de la langue et de la culture québécoises ? La protection est venue de « l'ennemi », d'Ottawa, qui a depuis longtemps développé des politiques et des institutions pour protéger la fragile culture canadienne (et québécoise) contre la culture améri-

caine : ONF, Radio-Canada, aide au cinéma, à l'édition, aux magazines, etc. Le gouvernement péquiste a emboîté le pas à Ottawa avec l'arrivée de Louise Beaudoin qui, malgré tous ses efforts, n'a réussi à imposer qu'un Observatoire sur la mondialisation, alors qu'il ne s'agit plus d'observer, mais de proposer des politiques altermondialistes réalistes, ce qui, je le reconnais, est tout un programme.

Un Québec indépendant serait-il politiquement plus autonome face aux États-Unis qu'un Québec intégré au Canada ? Le Canada, du moins depuis Lester Pearson, a développé au niveau international une certaine, quoique limitée, marge de manœuvre face aux États-Unis. Comment croire que le Québec séparé (et le Canada sans celui-ci) puisse sauvegarder cette mince autonomie sur la scène internationale ? N'est-il pas davantage prévisible qu'ils soient davantage dépendants ?

L'Église catholique a longtemps formé un rempart contre l'invasion de la culture américaine. Depuis sa chute, le consumérisme a remplacé la dogmatique Église catholique, ce qui ne constitue guère un progrès. Nous avons bien conquis une liberté de pensée et d'expression indispensable et inexistante durant les années cinquante. Mais comment se réjouir que cette liberté soit trop souvent réduite à choisir entre des biens de consommation, comme si « être » consistait à « avoir » ou « paraître » ?

Une question de culture

Mon père, ouvrier, abhorrait le cinéma français, où « on parlait tout le temps », et lui préférait le cinéma américain féru d'action. Intellectuel, je préfère le cinéma qui me questionne et, à l'intérieur de celui-ci, j'ai un faible pour le cinéma québécois qui me ressemble davantage. Je n'aime pas Céline Dion, malgré sa magnifique voix. Son nom et son origine ne sauraient masquer qu'elle est une copie conforme des gran-

des stars américaines auxquelles je préfère Richard Desjardins, Robert Charlebois, Leonard Cohen, Bob Dylan, Jacques Brel... Je comprends l'adoration du peuple québécois pour cette fille d'un chez-nous profond, mais le génie se trouve plutôt chez son promoteur de mari, un certain René Angelil. Ma fille adore Walt Disney dont je juge la culture mièvre et à l'eau de rose. Je préfère la féerie du Cirque du Soleil développée par cet autre génie, Guy Laliberté. Mais ce Cirque est peut-être le Walt Disney postmoderne : on nous en met plein la vue et les oreilles de telle sorte que nous en sortons éblouis et enchantés, malgré l'absence de tout contenu.

Je déteste la cuisine américaine, héritière de la cuisine anglaise dont les trois plats fétiches sont le fade *fish and chips*, le *roastbeef* trop cuit et l'opulent *plum-pouding*. J'aime la cuisine française qui s'est inspirée à la Renaissance de la cuisine italienne. J'adore la cuisine chinoise, sa diversité et sa grande subtilité qu'on ne peut malheureusement guère apprécier à sa juste valeur hors de Chine.

J'adore le football américain dont le calque canadien me fait rêver d'habiter aux ÉUA. Je n'aime pas le baseball : même jeune, je m'ennuyais lorsque je parcourais le champ. Je ne regarde pas le basketball, contrairement à Pierre Foglia. Je ne désire pas l'éradication de l'industrie du divertissement. Je comprends qu'épuisés après une journée de travail de huit heures, beaucoup cherchent à s'évader pour oublier qu'ils perdent leur vie en la gagnant. Je suis toutefois opposé à la tendance de tout réduire au divertissement, y compris l'information. Je lutte pour que la culture québécoise, aussi mineure soit-elle, puisse s'affirmer en cinéma, en théâtre, en littérature... contre et malgré l'hégémonie écrasante du géant étatsunien.

Bref, je juge les Étatsuniens avec les mêmes critères que je le fais pour les Canadiens et les Québécois, quoique j'avoue une

certaine complaisance envers ces derniers. J'aime ceux qui luttent pour la liberté, l'égalité, la solidarité et le respect de l'environnement. J'abhorre ceux qui justifient l'oppression et l'exploitation, je déteste les cyniques qui les éternisent et méprise les indifférents. J'aime et je hais les États-Unis d'Amérique.